**UN SERVICE DE RENSEIGNEMENT PEUT-IL OU DOIT-IL COMPTER SUR VOTRE COLLABORATION?**

La loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité donne aux services de renseignement civils mais aussi militaires une série (plutôt limitée) de possibilités légales pour accomplir leurs missions. Le présent article traite de l'une de ces compétences : dans quelle mesure la Sécurité de l'État et le Service général du Renseignement et de la Sécurité des Forces armées (SGRFS) peuvent-ils demander ou recevoir spontanément des données de particularités ou de personnes travaillant dans les services publics?

---

**Questions?**

La réponse à cette question n'est pas évidente du tout. Selon la situation, il faudra prendre toute une série de règles en considération. Il faut en effet distinguer les paramètres suivants :

- **Chacun qui les informations sont-elles demandées ? S'agit-il d'un acteur public ou privé ?** La personne est-elle tenue au secret professionnel ou à un autre devoir de discrétion ?
- **Quelles sont les données demandées ?** S'agit-il de données à caractère personnel ou s'agit-il d'informations qui ne peuvent être rapportées à une personne identifiable ou identifiable ?
- **Comment et où sont conservées ces données ?** Ont-elles été stockées dans un ordinateur ou figurent-elles dans un fichier ?
- **Dans quel cadre les informations sont-elles demandées exactement ?** S'agit-il par exemple d'une enquête de sécurité ? Ou la demande est-elle une autre enquête pour cadre ?
- **Qui est le destinataire des informations ?** Est-ce le service de renseignement militaire ou civil ? Dans certains cas très spécifiques, cette distinction est également importante lors de la réponse à apporter à la question de savoir si vous pouvez ou devez communiquer certaines informations à un membre d'un service de renseignement.

La problématique sera approchée pas à pas. En première instance, on fait la distinction entre les acteurs privés et publics. Ensuite, on examine deux importantes régimes légaux qui impliquent normalement une limitation voire une interdiction de communiquer des données. Il y a d'une part la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (LPP) (1). D'autre part, il y a les nombreuses dispositions créant un secret professionnel ou un devoir de discrétion. Nous examinerons ensuite, à quelles conditions la communication de données est autorisée pour enfin déterminer quand il est obligatoire.

Au fil du texte, nous repérons régulièrement plusieurs exemples. Il est évident qu'il s'agit d'exemples hypothétiques qui ont pour seul objectif d'accroître la lisibilité du texte.

**ACTEUR PRIVÉ VERSUS ACTEUR PUBLIC**

Il faut faire une première grande distinction entre le secteur public et le secteur privé. Cette distinction est créée par la loi sur les services de renseignement elle-même.

---

**Notes**

L'article 14 règle la situation du secteur public, l'article 16 celle du secteur privé.

**Article 14**

Dans le respect de la loi, sur la base des accords éventuellement conclus ainsi que des modalités déterminées par leurs autorités compétentes, les autorités judiciaires, les fonctionnaires et les agents des services publics peuvent communiquer d'initiative au service de renseignement et de sécurité concerné les informations utiles à l'exécution de ses missions.

A la requête d'un service de renseignement et de sécurité, les autorités judiciaires, les fonctionnaires et les agents des services publics peuvent, dans le respect de la loi, sur la base des accords éventuellement conclus ainsi que des modalités déterminées par leurs autorités compétentes, communiquer au service de renseignement et de sécurité concerné les informations utiles à l'exécution de ses missions.

Lorsque les autorités judiciaires, les fonctionnaires et agents des services publics estiment ne pas pouvoir communiquer aux services de renseignement et de sécurité les informations qu'ils demandent, ils en communiquent les raisons par écrit endossés le même jour de la demande.

**Article 16**

Conformément à l'article 3, § 3, de la loi du 8 décembre 1992, relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les services de renseignement et de sécurité peuvent solliciter les informations nécessaires à l'exercice de leurs missions, y compris des données à caractère personnel, auprès de toute personne ou organisme relevant du secteur privé.

La notion de 'service public' de l'article 14 doit être comprise dans le sens le plus large possible et recouvre notamment, en plus de toutes les institutions des autorités fédérales, communautaires, régionales, provinciales et communales, tous les organismes d'utilité publique.

L'article 14, et non l'article 16, sera applicable à la communication d'informations par exemple par La Poste, BIAIC ou Belgacor.

On entend par autorités judiciaires tant les magistrats du parquet que les juges d'instruction. Mais les articles 14 et 16 ne sont pas les seuls qui régissent de manière générale la communication d'informations aux services de renseignement. L'article 18 de la loi du 30 novembre 1998 est également utile de ces dispositions.

**Article 18**

Dans l'exercice de leurs missions, les services de renseignement et de sécurité peuvent avoir recours à des sources humaines. Dans ce cas, ces services doivent veiller à ce que les données concernant les sources humaines et des informations qu'elles communiquent ne puissent être utilisées de manière à ce que des acteurs publics ou privés puissent plus-ou moins sans limites sur l'exercice de leurs missions, y compris des données à caractère personnel, auprès de toute personne ou organisme relevant du secteur privé.

La notion de 'service public' de l'article 14 doit être comprise dans le sens le plus large possible et recouvre notamment, en plus de toutes les institutions des autorités fédérales, communautaires, régionales, provinciales et communales, tous les organismes d'utilité publique.

L'article 14, et non l'article 16, sera applicable à la communication d'informations par exemple par La Poste, BIAIC ou Belgacor.

On entend par autorités judiciaires tant les magistrats du parquet que les juges d'instruction. Mais les articles 14 et 16 ne sont pas les seuls qui régissent de manière générale la communication d'informations aux services de renseignement. L'article 18 de la loi du 30 novembre 1998 est également utile de ces dispositions.

**Interdiction de communiquer des informations**

Tant la LVP que nombre de réglementations imposant un secret professionnel ou un devoir de discrétion interdisent en principe que certaines données soient communiquées à des tiers. Le service de renseignement reste-t-il alors nécessairement privé de ces informations?

**Informations, données à caractère personnel traitées et non traitées**

Les données communiquées par des particuliers peuvent contenter en des données à caractère personnel ou en des données qui ne concernent pas une personne identifiée ou identifiable. Dans la suite du texte, nous désignerons cette dernière catégorie par le terme 'informations'.

S'il s'agit de données à caractère personnel, il faut se demander si ces données sont traitées de manière automatique ou si elles figurent dans un fichier au sens de la LVP et constituant donc des données à caractère personnel traités. Si ce n'est pas le cas, la LVP n'est pas applicable — tout comme pour les 'informations' — et tant l'acteur public que l'acteur privé sans problème communiquer ces données à un membre d'un service.
de renseignement sur la base de cette réglementation. Mais que se passera-t-il si on demande à un hôte-
lier de sortir de son ordinateur la liste des numéros de téléphone composés depuis une chambre déterminée ?

Données à caractère personnel traitées par des particuliers

La LVP pose des exigences strictes à tout traitement de données à caractère personnel. Le traitement qui est important ici est le « communication de données à caractère personnel à un tiers ». Cet acte ne peut être posé que s'il est à la fois admissible et légitime 9. 

L'admissibilité de ce traitement ne constitue pas de problème. L'article 5, 3), stipule que « le traitement de données à caractère personnel ne peut être effectué que (... ...) lorsqu'il est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique, dont il est investi le respon-
sable du traitement ou le tiers auquel les données sont communiquées ». La communication de données à carac-
tère personnel à des services de renseignement est donc admissible si elle est nécessaire à l'exécution de leurs missions légales 10.

La légitimité de la communication d'informations est plus délicate. L'article 6, 1er, 2), stipule ce qui suit : « Les données à caractère personnel doivent être (...) collectées pour des finalités déterminées, explicites et légittimes, et ne pas être traitées (liaus : communiquées) ultérieurement de manière incompatible avec ces final-
ts, compte tenu de tous les facteurs pertinents, notamment des prévi-
sions raisonnables de l'intérés et des dispositions légales et réglementa-
taires applicables ». En d'autres ter-
mes, la personne qui enregistre des données à caractère personnel doit préalablement décider dans quelle finalité elle les recueille. Si elle le fait dans la finalité A, elle ne peut utiliser ces données pour la finalité B, à moins que la finalité B soit très proche de la finalité A. Elle ne peut pas non plus communiquer ces données à un tiers qui veut les utiliser pour la finalité C, à moins une fois encore que les finali-
tés A et C soient « conciliables » 11. 

La finalité de l'engagement des numéros de téléphone par l'hôtelier consiste à « permettre aux clients de servir des boissons au bar et de se rendre dans les chambres de l'hôtel ». Il est donc important d'examiner si l'on a voulu créer, par l'article 16 de la loi du 30 novembre 1998, une exception générale à l'interdiction de la LVP de communiquer des don-
nées à caractère personnel traitées par des particuliers à des tiers (l'objectif d'une telle mesure), et si c'est incompatible avec la finalité du traitement 12. Nous pensons que l'on ne peut accorder une telle portée à l'article 16. Nous nous basons pour cela sur une ana-
lyse des travaux parlementaires. Ce n'est qu'au Sénat qu'il a été pro-
duit d'insérer par voie d'amendem-

9 Il faut bien entendu examiner si d'autres règles (comme par ex. la secret professionnelle) n'interviennent pas avant la procédure de la com-
munication des informations.

10 De Boe D., "Revenu des personnes agées", in Recht en prakt-


12 Les travaux parlementaires relatifs à la modification de la LVP ont expliqué explicitement aux articles 7 et 9 de la loi organique des services de renseignement comme "mission d'intérêt public au sens de l'article 5, 3) de la LVP (Sac. Par., Chambre, 1997-98, 15661, p. 72).


15 La finalité de l'engagement des numéros de téléphone par l'hôtelier consiste à "permettre aux clients de servir des boissons au bar et de se rendre dans les chambres de l'hôtel." Il est donc important d'examiner si l'on a voulu créer, par l'article 16 de la loi du 30 novembre 1998, une exception générale à l'interdiction de la LVP de communiquer des don-
nées à caractère personnel traitées par des particuliers à des tiers (l'objectif d'une telle mesure), et si c'est incompatible avec la finalité du traitement. Nous pensons que l'on ne peut accorder une telle portée à l'article 16. Nous nous basons pour cela sur une ana-
lyse des travaux parlementaires. Ce n'est qu'au Sénat qu'il a été pro-
duit d'insérer par voie d'amendem-

ment d'un article qui traite du recueil d'informations auprès de particu-
liers." l'article de loi ne fait toutefois pas référence à la LVP à ce moment.
La justification du projet de texte est intéressante: "Le présent texte de
l'article équivalent vise donc à confirmer à l'égard du secteur privé la
légitimité [nous soulignons] d'une éventuelle sollicitation de la part
des services de renseignement et de sécurité, notamment si cette loi con-
cerne la communication de données à caractère personnel tombant sous
le champ d'application de la loi du 8 décembre 1992 relative à la pro-
tection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère
personnel." 18

La demande par le service de ren-
seignement peut être légitime, sans
que pour autant la communication par
le particulier le soit. Ce n'est
en effet pas parce qu'un service de
renseignement peut recueillir
certaines données qu'un particulier
peut lui communiquer ces données.
Le contrôle de l'admissibilité et de
la légitimité d'une communication d'informations doit en d'autres ter-
mes avoir lieu deux fois: une fois
dans le chef de celui qui veut com-
muniquer les informations et une fois
dans le chef de celui qui veut
obtenir les informations.
Le fait qu'on n'a pas voulu adapter
l'article 16 à la situation existante
ressort d'ailleurs de la suite des
discussions. Une référence à l'ar-
ticle 3, § 3 de la LVP a été ajoutée à
l'article 18quinquies par amend-
ment. La justification est la suivante:
"La loi relative à la protection de
la vie privée détermine déjà quels renseignements les services
de renseignements et de sécurité
peuvent recueillir dans le secteur privé. L'article équivalent est donc
en fait superficiel [nous soulignons].
Si l'on veut malgré tout le main-
tenir pour des raisons de clarté, il
faut renoncer clairement aux dis-
positions en vigueur prévues par la
loi relative à la protection de la vie
privée." 19

Une fois revenu à la Chambre, l'article 16 a été rejeté sans modi-
fication et le rapporteur a ajouté:
"Étant donné que les informations
détenues par le secteur public ne
sont pas suffisantes, les services
de renseignement doivent être en
mesure de solliciter des informa-
tions ou de collecter des données
à caractère personnel auprès du
secteur privé. Dans un souci de
concordance entre les deux lois,
il s'imposait d'invoquer l'article 3,
§ 3, de la loi du 8 décembre 1992
relative à la protection de la vie
privée à l'égard des traitements de
data de caractère personnel afin de
justifier la légitimité d'une
éventuelle demande [nous souli-
gnons] émanant des services de
renseignement. Telle est la portée
de l'article 16." 20

Même si ce passage aurait pu être
plus clair, la conclusion reste pour
nous que la loi sur les services de
renseignement n'octroie pas d'autoré-
ration générale aux acteurs privés
pour communiquer des données à
caractère personnel traitées à des
services de renseignement.
Le secret professionnel de
particuliers
Aucun problème ne se pose sur
ce plan; l'article 16 de la loi sur les
services de renseignement ne peut
jamais être lu comme s'il contiendrait
une autorisation de communiquer
spontanément ou sur demande des
données qui sont couvertes par un
secref professionnel ou un devoir de
discrétion à un service de ren-
seignement.
Nous renvoyons uniquement au
cas spécifique du détective. Dans
ce contexte nous retenons qu'il
est normalement tenu à un devoir
de discrétion dans les informations qu'il
recueille ou obtient à l'occasion de
la mission ne peuvent être com-
muniquées qu'au client 21. La con-
clusion (provisoire) est donc que
si la Sûreté de l'Etat ni le SGRS ne
peuvent obtenir communication de
ces données.
Données à caractère
personnel traitées par
des autorités publiques
et secret professionnel
Pour approcher au plus près la
portée exacte de l'article 14 de la loi
sur les services de renseignement,
les questions sur l'application de
la LVP et des règles relatives au
secret professionnel sont traitées
simultanément.
A la différence de l'article 16, l'arti-
cle 14 ne fait pas référence à la LVP.
Lors des travaux parlementaires,
aucun mot n'a été dit non plus de
cette loi. La règle applicable au sec-
teur public a subi une autre 'appor-
tion'. Elle ne vit par le membre du
service de renseignement mais le
fonctionnaire public; elle prévoit
que ce dernier peut communiquer
des renseignements 'dans le res-
pect de la loi'. Mais quelle loi ou
quelques fois ce fonctionnaire doit-il
respecter?
Une première série de lois est

19 Doc. Port, Sénat, 1997-98, 758/3. On peut être beaucoup de
choses sur ce passage et sur la rédaction finale de l'article 16.Not
dément le renvoi à l'article 3, § 3 (maintenant § 6) LVP n'est pas
à de place. Cet article stipule justement quelles exigences de la LVP
ne sont pas applicables aux services de renseignement. Ensuite,
application laissée de l'article 16 élargit le champ d'application
de la LVP aux services de renseignement. Il n'était en effet que les
exigences de cette loi doivent être respectées, même si le Sénat
de l'Etat ne reçoit des informations qu'il ne sont pas des données à
secret professionnel. Cela n'est pas utilement dans les esprits.
20 Doc. Port, Chambre, 1995-96, 638/2, 4
21 Article 12, visé l'art. 6 de la loi du 19 juillet 1991 organisant la profi-
constituée par les règles instaurant un secret professionnel ou un devoir de discretion. Dans une telle lecture, l'article 14 n'aurait cependant pas beaucoup de sens. Toutes les autorités et fonctionnaires judiciaires ainsi que les agents des services publics sont en effet soumis à l'un ou l'autre secret.

La note politique du gouvernement qui était à la base du projet de loi sur les services de renseignement prévoyait apparemment un système dans lequel le secret professionnel pouvait être mis de côté si des personnels travaillant dans des services publics voulaient communiquer des données aux services de renseignement. Toutefois, un passage de l'exposé des motifs se tient clairement au secret professionnel: "La ressource d'informations (...) ne peut porter atteinte à l'article 458 du Code pénal, qui protège le secret professionnel des personnes qui sont concernées à cette occasion." Tout indique toutefois que l'on a oublié de supprimer ce passage du texte tel qu'il a été soumis au Conseil d'État. On lisait, en effet, dans le texte de l'article 14 (alors encore article 12) que les services de renseignement peuvent recueillir des données à caractère personnel sans recourir à la contrainte et sans préjudice de l'article de 458 du Code pénal. La référence à l'article 658 C.1 était disparue sans autre commentaire du texte soumis au Parlement. L'adaptation nécessaire de l'exposé des motifs a apparemment été oubliée. Mais il y a encore d'autres arguments qui indiquent clairement que le secret professionnel ne s'applique pas si l'on veut communiquer des données à des membres des services de renseignement.

L'article 14 a été inséré dans le projet pour résoudre le problème que chaque service public avait ses propres règles en ce qui concerne la communication de données à la Sûreté de l'État. "De plus, des lois interdisent expressément la révélations de certaines informations." C'est pourquoi "la loi abandonne une formule qui permet aux services de renseignement et de sécurité d'obtenir les informations nécessaires tout en limitant le pouvoir d'appréciation, à cet égard, au service sollicité. Elle introduit une autorisation légale de révéler des informations mais non une obliga- tion [nous soulignons] qui appartient à chaque service de déterminer, en fonction des circonstances de chaque demande, le type d'informations communicables et le voie par quel- le peuvent être l'obtenue." En plus: "(...) ce paragraphe ouvre un droit de donner l'information sollicitée par les services de renseignement et de sécurité." De plus, il a été explicitement cité comme exemple que des données qui font l'objet d'une instruction judiciaire peuvent être échangées. Ainsi, un magistrat du parquet ou même un juge d'instruction peut communiquer à la Sûreté de l'État des informations sur une instruction en cours.

Il ne fait donc aucun doute que les magistrats et les fonctionnaires judiciaires qui communiquent des données ne violent pas le secret professionnel ou le secret de l'instruction. Mais le législateur ne voulait manifestement pas limiter l'autorisation à ces deux acteurs publics. L'article 14 crée en principe une exception légale pour toute sorte de service professionnel, à l'exception de l'obligation de silence de fonctionnaire, le secret des lettres pour les personnes travaillant à La Poste ou le secret professionnel des membres de la Cellule de traitement des informations financières qui s'applique pas dans leurs relations avec un membre d'un service de renseignement. En principe le moins, peut qu'il existe une série de règles postérieures à l'entrée en vigueur de la loi sur les services de renseignements qui prônent un régime strict de secret et qui néglient (probablement involontairement) la position particulière des services de renseignement. Nous ne savons qu'au secret professionnel tel qu'inventé par l'article 74 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du service postal.
secteur financier et aux services financiers. Les membres de la Commission bancaire, financière et des assurances "sont tenus au secret professionnel et ne peuvent divulguer à quiconque personne ou autorité que ce soit les informations confidentielles dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions". Il y a toutefois une exception "dans les cas où la communication de tels informations est prévue par les lois ou en vertu de la présente loi et des lois régissant les missions confiées à la CBFA". Le régime prévu par la loi sur les services de renseignement n'apporte apparemment pas de solution.

Quoi qu'il en soit, à l'époque de la rédaction de la loi sur les services de renseignement, les secrétaires de police ne devaient pas tenir compte des règles qui les soumettaient à un secret professionnel. Mais quelle loi devaient-elles alors prendre en considération ? La loi relative au traitement de données à caractère personnel ?

Il ressort en tout cas des travaux parlementaires qu'on a accordé beaucoup d'attention au fait que la loi soit prise en considération, comme en témoigne la justification d'un amendement où les mots "dans le respect de la loi" ont été placés au tout début de l'article 14 : "Le texte proposé met trop l'accent sur le fait que les fonctionnaires, les magistrats et les agents des services publics, agissant d'initiative ou à la requête d'un service de renseignement et de sécurité, communiquent des informations aux services concernés. Le fait que cette communication soit soumise à la loi [nous soulignons] et aux modalités déterminées par leurs autorités compétentes est secondaire. Il nous paraît nécessaire de faire apparaître plus clairement que la communication d'informations par les fonctionnaires, les magistrats et les agents des services de renseignement est conditionnée par le respect des dispositions légales [nous soulignons], des modalités déterminées par les autorités compétentes et des accords conclus entre ces autorités et les services de renseignements et de sécurité". Mais cela ne nous fait peut-être pas avancer d'un pas vers la solution.

Si cette fameuse loi est (notamment) la LVP, il est pour le moins étrange qu'on ne la mentionne pas en tant que telle. Il n'est pas dans le texte de la loi même, ni dans les travaux parlementaires en n'en de mot, alors que cette loi a été idée à tort et à travers en relation avec le secteur privé. Il y a encore deux arguments qui indiquent que l'article 14 doit être considéré comme une exception à l'exigence que la finalité du traitement initial doit être concordée avec le traitement des services de renseignement. L'article 14 est conçu différemment de l'article 16 qui laisse aux services de renseignement la possibilité de sous-traiter les données de personnes privées, sans accorder d'autorisation légale à ce particulier de façon de traiter des règles imposant une obligation de secret. L'article 14 s'adresse au détarissement des informations, et ne peut-on lire dans les travaux parlementaires que "(…) ce paragraphe suppose un droit de donner l'information demandée par les services de renseignement et de sécurité" ?

Enfin, l'interdiction du législateur était de supprimer les obstacles légaux à la communication d'informations. En s'en tenant à l'exigence de la finalité, on n'y arrive cependant pas.

Nous pouvons donc dire moyennant quelques réserves que la LVP n'est pas applicable à la communication d'informations par les autorités publiques. Nous continuons à masquer, par exemple, que notre loi doit être respectée de manière aussi nécessaire.

AUTORISATION DE COMMUNIQUER DES INFORMATIONS

Le secteur privé peut donc communiquer des informations et des données à caractère personnel non traitées à la Sûreté de l'Etat/AGR à moins que l'intéressé soit mêlé à l'une ou l'autre forme de divulgation ou secret professionnel. Les données à caractère personnel auxquelles s'applique la LVP pourraient être communiquées si c'est concordée avec la finalité initiale et si aucun secret professionnel ou devoir de discretion n'est en jeu.

Le secteur public a plus de possibilités. Il est certain que le secret professionnel ne peut constituer un obstacle à la communication d'informations ; des données couvertes par un secret professionnel peuvent être communiquées. Mais, à notre avis, les autorités publiques peuvent également communiquer à la Sûreté de l'Etat/AGR des données à caractère personnel automatisées ou figurant dans des fichiers, même si la finalité de leur traitement de données ne le permet pas.

Dans tous ces cas, il s'agit dans le chef de l'acteur public ou privé d'une autorisation et non d'une obligation. Les autorités publiques ne peuvent toutefois pas refuser simplement et de manière communiquer des informations. Si elles estiment que les renseignements...
miers demandés par les services administratifs ne peuvent être communiqués, elles en communiquent la raison par écrit dans le mois suivant la demande. Il ne faut pas attendre trop de choses de cette motivation. Le ministre de la Justice a laissé entendre lors des discussions qu’il ne fallait pas que la motivation soit trop précise. Il peut suffire que le ministre dise qu’une information est en cours, dont il ne peut pas révéler la teneur32. L’autorisation de communiquer des données ne disparaît pas si aucun accord n’est conclu avec l’autorité concernée. L’article 14 parle d’accords éventuellement conclus. Sur la base de cette règle, une série d’accords (confidentiels) a déjà été conclue avec différentes autorités. Un de ces accords figure dans la COL 13/99 du Collège des procureurs généraux traitant de la coopération entre les autorités judiciaires et les services de renseignement33. Un autre régime plus global dans le 16 février 2000. Il s’agit d’une directive du Comité ministériel du renseignement et de la sécurité en matière de communication de renseignements et de coopération entre les services de renseignement et de sécurité et les autorités et services administratifs. Cette directive recommande aux services de renseignement et aux services administratifs de se transmettre mutuellement dans les meilleurs délais, d’initiatives ou sur demande, tous documents et renseignements nécessaires à l’accomplissement de leurs missions légales respectives, dans le respect du principe de finalité34. Si la LVP est applicable à la communication de données, il faut également tenir compte de la notion de “destinataire” de l’article 1er, § 7, et des conséquences que l’article 9 y couple. L’article 1er définit le “destinataire” comme “la personne physique, la personne morale, l’association ou l’organisation responsable ou l’organisme public qui reçoit communication de données, qu’il s’agisse ou non d’un tiers; les instances administratives ou judiciaires qui sont susceptibles de recevoir communication de données dans le cadre d’une enquête particulière ne sont toutefois pas considérées comme des destinataires”. L’article 9, § 1er, oblige le responsable du traitement à fournir au plus tard au moment où les données sont obtenues les informations relatives aux destinataires ou (aux) catégories de destinataires des données à l’intéressé. Le secteur privé devra donc, dans la définition de la finalité, faire immédiatement référence aux catégories de services qui peuvent recevoir les données à caractère personnel. L’exigence de l’article 9 ne joue pas à l’égard de l’autorité publique étant donné que nous considérons que l’article 14 de la loi sur les services de renseignement constitue une exception à la LVP. Le fait en effet en sorte que l’intérêt sait que le service de renseignement peut être le destinataire de ses données.

Souhaitons enfin l’article 36 du LVP inspiré par l’article 10 de la loi du 26 février 2003. Si la communication de données à caractère personnel par un service public fédéral ou par un organisme public avec compétences juridiques qui relève de l’autorité fédérale, à l’issue par voie électronique, il faut obtenir l’autorisation de principe du comité sectoriel pour l’autorité fédérale près la Commission pour la protection de la vie privée35.

Obligation de communication des informations

Outre l’interdiction et l’autorisation, reste l’obligation avenuente de communiquer des données. Il y a en effet plusieurs dispositions qui obligent les autorités (et dans deux cas les particuliers) à communiquer d’innombrables données ou à donner des données ou à demander des données à une autre administration ou à un autre service. Deux dispositions légales vont encore plus loin: elles permettent aux membres de services de renseignement de demander eux-mêmes des informations, sous le prétexte de l’article 1er, § 5. Dans le cadre d’une procédure d’enquête particulière, lequel fait en effet référence à des enquêtes administratives, un mystère ou à des enquêtes “par ex. dans le cadre d’une inspection fiscale ou sociale particulière, d’une instruction judiciaire, etc.” (On., f. D., n.s., 57-58). Dans ces cas, les autorités créent des envois spécifiques. Ce n’est pas parce que c’est pour le Sénat de l’OfficeSGS. On peut le voir avec un raisonnement analogique uniquement lorsqu’elle effectue une enquête de sécurité (art 4.4.) ou dans le cas d’un mandat dans le cadre de la loi sur les délinquants – art 4.7.1). (Ind. n°7)

voir note 17.


44 Ce comité n’est toutefois pas encore opérationnel.

37 Doc. Par, Sénat, 1991-92, 758/1/0, 125.
38 Voir le Rapport d’activités 2001 du Comité permanent de contrôle des services de renseignement, p. 83, à consulter sur www.control.be.
39 Il existe également un protocole avec le parcours fédéral et en principe un protocole avec la police fédérale (interdiction n° 337 et 338 en Commission de la Justice de la Chambre le 19/06/2000).
41 La Sécurité de l’Etat et le SGRS correspondent à cette notion s’ils relèvent des données à caractère personnel. À notre avis, 10e séance prévue par l’exception formelle par l’article 1er, § 3. Dans le cadre d’une procédure d’enquête particulière, lequel fait en effet référence à des enquêtes administratives, un mystère ou à des enquêtes “par ex. dans le cadre d’une inspection fiscale ou sociale particulière, d’une instruction judiciaire, etc.” (On., f. D., n.s., 57-58). Dans ces cas, les autorités créent des enquêtes spécifiques. Ce n’est pas parce que c’est pour le Sénat de l’OfficeSGS. On peut le voir avec un raisonnement analogique uniquement lorsqu’elle effectue une enquête de sécurité (art 4.4.) ou dans le cas d’un mandat dans le cadre de la loi sur les délinquants – art 4.7.1). (Ind. n°7)
dons figurant dans les fichiers.
Ces situations seront les premières commentées.

Données du registre de la population et des étrangers, du registre d'attente des étrangers et du Registre national

En ce qui concerne les informations de personnes inscrites au registre de la population et des étrangers qui sont repris dans le Registre national, le chef du SGR et les agents désignés par lui pour écrire ont accès aux données mentionnées à l'article 3, 1er à 9° et à l'article 3, deuxième alinéa de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques. En va de même pour l'administrateur général, son adjoint et les agents désignés par écrit de la Séré de l'État. En outre, les membres de la Séré de l'État ont accès aux données mentionnées à l'article 3, 1er à 9° et à l'article 3, deuxième alinéa, du Registre national concernant les étrangers aussi sont repris dans le registre d'instance.59

Les règles ci-dessus sont valables pour toutes les missions légales de la Séré de l'État et du SGR. Dans le cadre de leur compétence pour effectuer des enquêtes de sécurité, la loi même donne de manière générale accès aux différents registres (voir plus loin). Dans le cadre de ces enquêtes il n'y a, selon nous, aucune restriction.

Données du Casier judiciaire central
Dans le cadre des missions fixées par la loi, les agents de niveau 1 des services de renseignement nommément désignés par écrit ont accès aux données à caractère personnel enregistrées dans le Casier judiciaire central. Ils ne peuvent toutefois pas disposer de quatre données : condamnations ayant fait l'objet d'une mesure d'amnistie; décisions annulées par application des articles 416 à 442 ou des articles 443 à 447 bis du Code d' instrucion pénale; décisions de rétractation rendues par application des articles 10 à 14 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage; condamnations et décisions prononcées sur la base d'une disposition légale ayant fait l'objet d'une abrogation, à la condamnation de l'incrimination pénale du fait de suppression.

A notre avis, les membres des services de renseignement peuvent néanmoins demander ces quatre données sur la base de l'article 14 de la loi sur les services de renseignement. Aucune obligation de communicer les données ne repose toutefois sur l'administration à ce moment.

Documents d'inscription des voyageurs
Dans le cadre de leurs missions, les services de renseignement peuvent se faire présenter les documents d'inscription des voyageurs par les propriétaires, tenanciers ou propriétés des établissements hôteliers.

Renseignements dans le cadre d'une enquête de sécurité
Dans le cadre d'une enquête de sécurité, nombre de données dont disposition les services publics sont accessibles aux agents spécialement désignés de la Séré de l'État et du SGR sur présentation de leur carte de légitimation. Il s'agit :
- des données du casier judiciaire central;
- des données des registres de la population et des étrangers;
- des données du Registre national;
- des données du registre d'attente des étrangers;
- des données policières accessibles aux fonctionnaires de police lors de l'exécution de contrôles d'identité;
- de toutes les informations utiles dont disposent les services de police généraux;
- de toutes les informations utiles relatives à l'identité ou à la solve-
bilité de l'intérêt auprès46.
- du Ministère des Finances:
  a) le Service central des dépen-
     ses fixes;
  b) l'Administration des contri-
     butions directes;
  c) l'Administration de la TVA,
     de l'enregistrement et des
     domaines;
  d) l'Administration du cadastre;
  e) l'Administration des douanes
     et accises;
- des autres services publics char-
   gés de la gestion des traitements;
  - du registre de commerce;
  - du registre de l'artisanat;
  - de l'Office des étrangers;
  - des services suivants de la
    Banque nationale de Belgique:
  a) la Centrale des crédits aux
     particuliers;
  b) la Centrale des crédits aux
     entreprises;
  c) la Centrale du traitement des
     papiers commerciaux;
  d) la Centrale des bilans;
- de la Banque-Carrefour de la
  sécurité sociale.
Dans tous ces cas, le service public n’a donc aucun pouvoir d’appré-
   ciation il devra communiquer les
données demandées47.

Mission de protection
A la différence du rangement civil s’est vu con-
fler une mission opérationnelle. Il
décision de protection de
Dans ce cadre, il ne peut y avoir de
limitation à l’échange d’info-
mations. L’article 23 de la loi sur
les services de renseignement, ins-
polle que les autorités judiciaires,
les fonctionnaires et les agents
des services publics sont tenus de
communiquer au ministre de l’inte-
rieur toutes les informations utiles
en leur possession qui ont trait à
la protection de la vie et de l’in-
TEGRITÉ physique des personnes
à protéger, en se conformant aux
modalités déterminées par leurs
autorités responsables. À son tour,
le ministre de l’intérieur commùn-
ique à la Sûreté de l’État tous les
renseignements nécessaires à l’exé-
cution des missions de protection
qui lui sont confiées.

Cellule de traitement des
informations financières
Lorsque la Cellule de traitement des
informations financières a des
indices sérieux que de l’argent a été
blanchi ou que le terrorisme a été
financé, elle doit communiquer ses
informations au procureur du Roi
ou au procureur fédéral. Si cette
transmission contient des informa-
tions pour lesquelles la Sûreté de
l’État ou le SGR a communiqué des
renseignements à la cellule, elle l’en
informe également48.

Apparemment, l’obligation49 de
la Cellule de traitement des informa-
tions financières se limite à la com-
munication du fait qu’un dossier a été
transmis au parquet. Les dossiers
peuvent être obligatoirement trans-
mis sur la base de cette disposition.
Mais, ainsi que l’ont déjà indiqué,
ces cellules peut, en tant que
service public, toujours décider
de communiquer ces données sur
demande ou spontanément.

Renseignements détenus
par un détective
Nous avons vu plus haut que le
détective est tenu à une forme
propre de secret professionnel. Il
reste cependant aussi une obliga-
tion de déclaration à l’égard de cer-
taines autorités. Cette obligation
de déclaration consiste à ce que le
détective privé doive fournir des
renseignements si certaines autori-
tés bien précisées le lui demandent.

Ainsi, dans le cadre de la pro-
tection de la sûreté nationale, le
ministre de la justice peut requérir
du détective privé des renseigne-
ments concernant une mission en
cours ou exécutive. Le détective est
tenu d’y répondre sans délai, pour
autant que les personnes qui sont
chargées de recueillir les rensei-
gnements en sont en possession d’un
mandat spécifique du ministre50.

Bien que les travaux parlementai-
res ne parlent que des services de
dépêches comme exécutants de
ce mandat spécifique51, la loi per-
met au ministre de la justice d’en
charger la Sûreté de l’État. Etant
donné qu’il s’agit d’un mandat spé-
cifique, on peut argumenter que la
Sûreté de l’État qui vient demander
des données à carcari, le personnel
figurant dans un fichier ne peut pas
être considéré comme destiné
au sens de la LVP.

Données ou renseigne-
ments spécifiques pro-
venant d’une instruction
judiciaire
Le nouvel article 5A, § 1er, sixième
alinéa du Code d’instruction crim-
inelle52 oblige le juge d’instruction à
communiquer au procureur fédéral
ou au procureur du Roi les infor-
mations et les renseignements qu’il

46 Portant édition de la loi du 11 décembre 1998 relative à la clas-
sification et aux habilitations de sécurité (MR, 31 mars 2000).
47 Le deuxième alinéa, 2° de l’article 19 ne porte que de la possibilité
de Vommander des informations. On remarque toutefois clairement
à la lecture de l’ensemble de l’article et des travaux parlementaires
que le législateur voulait également instaurer une obligation de
communication des données ici.
48 Article 17 de la loi du 11 janvier 1993 Relative à la prévention de
l’utilisation du système financier aut fixe du blanchiment de
49 Cette obligation de déclaration s’applique également dans le cas
de l’article 12, § 3, de la loi.
50 Les travaux parlementaires précisent d’une possibilité (Déc. Parl.,
51 Voir en détail à ce sujet: Coppens, J. et Van Loughlin, W. Le statut
a revu le cours de l'instruction et qui revêtait un périmètre grave et immédiat pour la sécurité publique et la santé publique. Voilà pour la loi. Mais l'exposé des motifs va un peu plus loin. Le procureur doit transmettre les informations au ministre de la Justice qui, à son tour, doit les communiquer aux autorités compétentes en la matière. Sur avis du Conseil d'État, l'exposé des motifs indique que "ce devoir d'information doit s'exercer dans le respect du secret de l'instruction de sorte que les informations transmises par le ministre de la Justice aux autorités compétentes en la matière se limiteront à ce qui est strictement nécessaire à la sauvegarde de la sécurité publique et de la santé publique".

Il a été fait plusieurs fois référence à la situation de la Sûreté de l'État et du SGR dans les travaux parlementaires. L'affaire Trabelsi, dans laquelle le juge d'instruction avait interdit au service de renseignement civil, avait interdit de communiquer des informations au SGR, a constitué l'inspiration de cette modification législative.

Mais cela crée une situation difficile, parce que le législateur avait manifestement perdu de vue que le secret professionnel n'apporte pas aux relations entre juge d'instruction et service de renseignement. Sur la base de l'article 14 de la loi sur les services de renseignement, le juge d'instruction peut transmettre directement toutes les informations utiles à l'exécution des missions d'un service de renseignement; sur la base de l'article 16 C.1.C. il doit transmettre indirectement les informations strictement nécessaires au maintien de la sécurité publique et de la santé publique.

Conclusion

Les règles du jeu de la communication de données de particuliers et d’autorités aux deux services de renseignement manquent de clarté. Il faut procéder à trop de travail d’interprétation, surtout lorsqu’il s’agit de répondre à la question de savoir si les autorités peuvent transmettre des données à caractère personnel traitées, indépendamment, de la finalité du traitement formulée. Ce n’est pas admis dans une matière si importante de point de vue de la protection du droit fondamental au respect de la vie privée. La problématique de la communication de données nécessite une réponse plus claire du législateur. Il est peut-être indiqué de faire figurer la facette du travail de renseignement dans un texte légal qui réglementerait de manière globale les "méthodes particulières de recherche" des services de renseignement.

66 Les points de vue adoptés dans le présent article reflètent un avis personnel et n’engagent aucunement le Comité permanent R.